



Le Covid-19, révélateur des contradictions de la mondialisation néolibérale

Léo Charles

mars 20

www.atterres.org



« Il y aura, dans l'histoire économique mondiale, un avant et un après coronavirus ».

Ces mots, formulés par le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire, sonnent comme une sentence de mort prononcée à l'encontre de la mondialisation actuelle. En effet, toujours selon Bruno Le Maire, il est nécessaire de mettre en place « *une mondialisation plus responsable et mieux organisée* » ; les associations altermondialistes et de protection de l'environnement apprécieront...

Car, depuis les années 2000 et l'accélération de la phase actuelle de la mondialisation, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les méfaits de la mondialisation néolibérale fondée sur un quadruple dumping : écologique, social, fiscal et démocratique¹. De nombreuses voix ne trouvant qu'un écho vide auprès des instances de régulation internationale ou des gouvernements successifs.

Il ne faut dès lors pas s'y tromper et ne pas trop vite céder à la beauté des discours désormais critiques envers la mondialisation actuelle. Car là où de nombreux observateurs et économistes libéraux voient dans la crise du Covid-19 un choc exogène, conjoncturel, qui met à mal la mondialisation pourtant heureuse depuis les années 2000, il convient au contraire d'y voir un simple détonateur de la crise de la mondialisation, non la cause.

A la suite de Frédéric Boccara et Alain Tournebise², qui montrent que le Covid-19 n'est qu'un « *précipitant* » de la crise à venir (ou en cours) ou à la suite de Frédéric Lordon³, qui parle du virus comme d'un « *accusateur* » qui révèle les effets des politiques néolibérales, cette note vise à démontrer que la crise sanitaire engendrée par le Covid-19 ne vient que révéler les failles d'une mondialisation néolibérale depuis longtemps à bout de souffle⁴. Il convient dès lors de « *profiter* » de cette crise – et des discours désormais dominants – pour montrer la nécessité d'une nouvelle forme de mondialisation, fondée non plus sur les principes de concurrence et de recherche des moins-disant, mais sur la coopération, la régulation et la transition écologique et sociale.

* * *

¹ Le dumping démocratique s'est récemment ajouté aux trois dumping « classiques » de la mondialisation. Il correspond à l'instauration de tribunaux d'arbitrage (ISDS) dans les accords de libre-échange. Ces derniers donnent la possibilité aux firmes multinationales d'engager des poursuites contre les Etats qui prendraient des décisions limitant leurs investissements et donc leurs profits.

² « Le coronavirus précipite la crise, il ne la cause pas ! », note des Economistes Atterrés, mars 2020.

³ « Coronakrach », La pompe à phynance, les blogs du « Diplo », 11 mars 2020.

⁴ Voir aussi le texte d'Eric Toussaint : « Non, le coronavirus n'est pas le responsable de la chute des cours boursiers », site du CADTM, 4 mars 2020.



Mondialisation néolibérale et endométabolisme

La mondialisation néolibérale, installée par les politiques de dérégulation et de déréglementation mises en place à partir des années 1970, porte en elle des contradictions internes, insurmontables qui se révèlent aujourd'hui. On peut définir l'endométabolisme de la mondialisation néolibérale en paraphrasant Karl Marx : la crise du Covid-19 rend désormais évident que la mondialisation néolibérale portait en elle les germes de sa propre destruction.

Ainsi, la crise du Covid-19 ne marque-t-elle pas un tournant de la mondialisation néolibérale, mais révèle plutôt les limites internes d'un modèle de développement mondialisé fondé sur les chaînes de valeurs globales et la course à la baisse des coûts de production, au premier rang desquels figurent les salaires.

1. Mondialisation et chaînes de valeurs globales

La mondialisation actuelle est le résultat d'un processus historique de transformation et d'évolution qu'il convient de rapidement présenter afin de bien comprendre les enjeux actuels.

Depuis les travaux d'Adam Smith (1723-1790) et de David Ricardo (1772-1823), le commerce international (et par conséquent la mondialisation) est analysé théoriquement comme l'échange de marchandises entre les nations. Grâce au libre-échange, chaque nation tirerait partie de la spécialisation dans la production de marchandises pour lesquelles elle dispose d'un avantage comparatif⁵ et qu'elle exporte vers les autres pays. Ayant abandonné la production des autres marchandises pour lesquelles elle ne disposait pas d'un tel avantage, elle va les importer de l'étranger. Ainsi, en théorie, le libre-échange permet-il aux consommateurs d'avoir accès à un plus grand nombre de produits à bas coûts, puisque fabriqués par des pays qui sont spécialisés et donc plus efficaces. Par conséquent, selon cette théorie aujourd'hui dominante, l'échange international profite à tous.

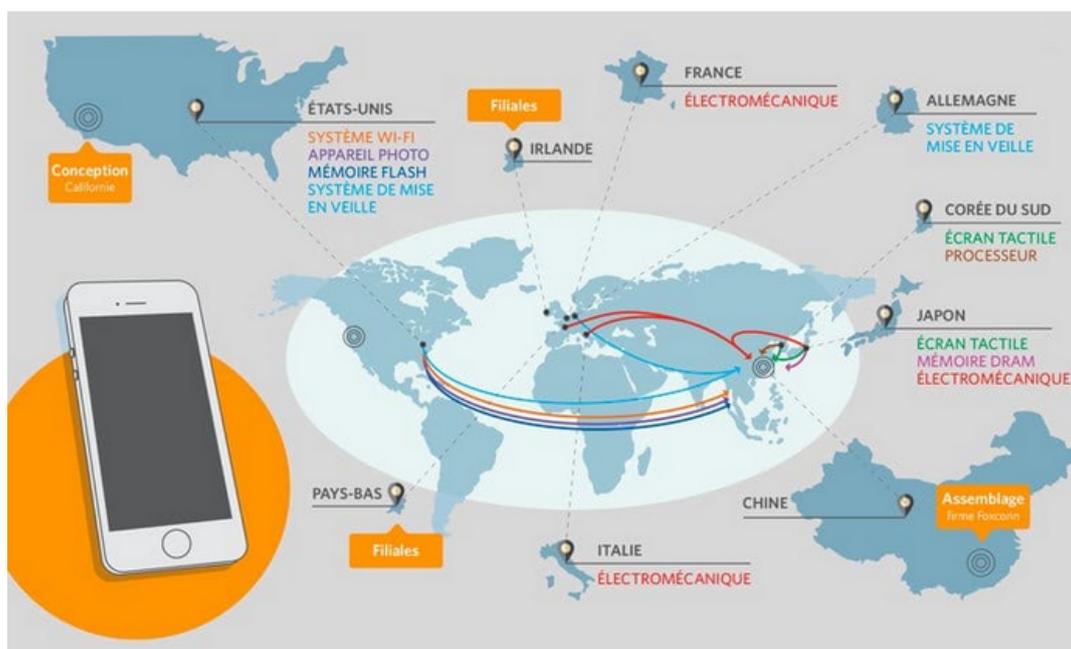
Bien que leurs limites (théoriques et empiriques) aient été révélées, les théories de Smith et Ricardo sont toujours mobilisées pour défendre le libre-échange et la mondialisation. Cependant, l'évolution des formes d'échanges entre les nations a contraint la théorie économique à adapter son discours. De nombreuses théories du commerce international mettent en effet en avant un fait « *nouveau* » à partir des

⁵ Pour David Ricardo, une nation dispose d'un avantage comparatif dans la production d'une marchandise lorsque la production de celle-ci lui coûte relativement moins cher. Le pays va donc produire les marchandises pour lesquels il est le plus efficace ou le moins mauvais. Le coût de production chez Ricardo est mesuré par le nombre d'heures de travail nécessaire à la fabrication d'une unité de bien.

années 1990 : ce ne sont pas les nations qui commercent mais plutôt les entreprises. Il convient dès lors d'amender les théories classiques afin d'expliquer au mieux la réalité de la mondialisation néolibérale, où désormais les firmes multinationales (FMN) dictent les règles au détriment des nations⁶.

Ainsi, la littérature académique parle désormais de chaînes de valeurs globales pour décrire la phase de mondialisation actuelle. Le principe est simple : les FMN qui fabriquent une marchandise découpent la production en de nombreuses étapes qu'elles réalisent aux quatre coins de la planète. Par ce biais, les FMN profitent – de la conception à la fabrication d'une marchandise – de l'efficacité productive de chaque pays et donc d'une production à bas coût sur l'ensemble de la chaîne de valeur d'un produit. Dans les faits, les FMN profitent ainsi de la spécialisation des pays non pas dans la fabrication d'un produit particulier, mais dans la spécialisation dans une étape de sa production. On est donc passé d'un commerce de biens (« *trade in goods* ») à un commerce de tâches (« *trade in tasks* »)⁷. Le graphique suivant, montre par exemple la fragmentation des chaînes de valeurs pour la fabrication d'un iPhone.

Étapes mondiales de la fabrication d'un iPhone (Source : Micmag.be)



⁶ Dans le libéralisme classique, l'économique (« l'oïkos ») est au service du politique, sert les intérêts démocratiques qui sont au-dessus de tout. Le néolibéralisme renverse cette hiérarchie et les États se trouvent au service de la sphère économique privée.

⁷ Pour une revue de littérature très complète sur les chaînes de valeur globales voir, Lectard P. (2016), « Les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeur globales : une application aux pays en développement », pages 22 à 25 en particulier.



Comme on peut le voir, la production du produit fini, l'iPhone, fait intervenir au moins huit étapes de production réparties dans huit pays différents, de la conception aux Etats-Unis à l'assemblage en Chine, en passant par la fabrication de l'écran tactile ou des processeurs au Japon ou en Corée du Sud. Il faut ajouter à ces étapes celles de l'extraction des matières premières (en Afrique ou en Nouvelle-Calédonie) et les réseaux de magasins pour la vente. Par ailleurs, il convient d'ajouter à ces étapes productives, des étapes « *fictives* » liées à la volonté des FMN d'échapper à l'imposition en domiciliant des filiales dans les paradis fiscaux.

La particularité de l'éclatement de ces chaînes de valeurs est que ces dernières s'appuient sur des investissements directs à l'étranger (IDE). En d'autres termes, le commerce international est de plus en plus dicté par les FMN qui investissent directement à l'étranger soit dans l'achat de filiales, soit dans l'achat ou la construction d'usines de production. En conséquence, près d'un tiers du commerce international en volume est composé d'échanges intra-firme⁸. Ainsi, les FMN investissent-elles à l'étranger afin de contrôler l'ensemble de la chaîne de fabrication d'un produit. Là où jadis les pays se spécialisaient dans la production d'un bien dans son intégralité, ce sont désormais les FMN qui dictent et contrôlent la production des différentes étapes d'une marchandise, production qu'elles organisent et répartissent au niveau mondial. En multipliant les échanges internationaux, les FMN sont aussi à l'origine d'une pollution importante dont elles ne paient pas le coût.

Cette organisation de la production au niveau mondial, dictée par les FMN, leur permet de maximiser leur profit en produisant à bas coût. Ainsi, à chaque étape de la production, les FMN vont-elles choisir les pays en fonction du dumping qu'ils leur permettent de mettre en œuvre : dumping social de la main-d'œuvre bon marché des pays en développement, dumping environnemental des pays considérés comme des « *havres de pollution* »⁹, dumping fiscal des paradis fiscaux qui proposent des niveaux de taxation des profits bien inférieurs à la moyenne internationale, voire nuls, etc... La seconde logique, celle mise en avant dans la communication des FMN, est la nécessité d'atteindre les nouveaux marchés émergents en produisant directement

⁸ Aussi, les chaînes de valeurs sont responsables de la création de la moitié de la valeur des échanges mondiaux (Lectard, 2016). La différence entre le chiffre d'un tiers et celui d'un demi s'explique par le fait que les chaînes de valeurs globales ne donnent pas nécessairement lieu à un échange intra-firme. Certain.es économistes estiment même que les FMN contrôleraient directement ou indirectement près de 80 % du commerce mondial. Voir sur ce point, Canonne A., Combes, M. et Charles, L. « La triple impasse de la politique commerciale de l'UE », AOC, 12 juillet 2019.

⁹ Un « havre de pollution » (*pollution haven* en anglais) est un pays qui attire les industries étrangères par le biais de réglementations environnementales accommodantes (ou inexistantes). Les FMN peuvent ainsi installer leurs usines polluantes sans être inquiétées. Ce dumping environnemental permet aussi aux pays développés (notamment États-Unis et pays européens) de délocaliser leur pollution afin d'afficher un bilan environnemental plus positif.



sur place. Cela permet aux FMN de s'adapter aux spécificités de la demande locale. Fait révélateur, selon le *Verband der Automobilindustrie (VDA)*, les constructeurs automobiles allemands produisent désormais plus de véhicules en Chine qu'en Allemagne, ce qui n'était pas le cas en 2014.

2. Un modèle qui a atteint ses limites

L'organisation de la production selon l'éclatement des chaînes de valeur globales fait peser sur la mondialisation néolibérale de nombreuses contradictions qui se sont révélées au grand jour, depuis déjà des dizaines d'années. Nous analyserons ici trois contradictions endogènes au mode de régulation¹⁰ actuel de la mondialisation néolibérale. Ces contradictions indépassables sont la conséquence de l'organisation de la production en chaîne de valeur globale ainsi que de la logique du quadruple dumping : écologique, social, fiscal et démocratique.

L'hyper-dépendance des économies vis-à-vis de la Chine

S'il y a un pays qui tire son épingle du jeu de la fragmentation des chaînes de valeurs, c'est bien la Chine. En effet, en moins de 10 ans, la Chine est devenue un acteur majeur de la mondialisation. En 2017, selon *Eurostat*, les exportations de biens de la Chine représentaient 16,9 % du total des exportations mondiales (devant l'Union européenne avec 15,8 % et les Etats-Unis avec 11,5 %). Du côté des importations, la Chine tenait la même année la troisième place avec 13,2 % des importations mondiales (derrière les Etats-Unis avec 17,3 % et l'Union Européenne avec 15,1 %).

Mais l'importance de plus en plus grande des chaînes de valeur globales fait que l'utilisation seule des flux bruts de commerce ne permet pas d'avoir une image complète de la mondialisation. Pour parfaire notre analyse, il convient de regarder « *la valeur ajoutée créée par chaque pays dans la production de biens et services qui sont échangés et consommés dans le monde entier* »¹¹. L'idée est de répondre à la question : combien de valeur a été ajoutée et par quel pays dans la marchandise que j'échange ou consomme ?

Comme on le voit sur le graphique ci-dessous, la part de la valeur ajoutée chinoise dans la demande finale mondiale de marchandises manufacturées ne cesse d'augmenter depuis 2005, passant de moins de 5 % à près de 15 % en 2015. Cette

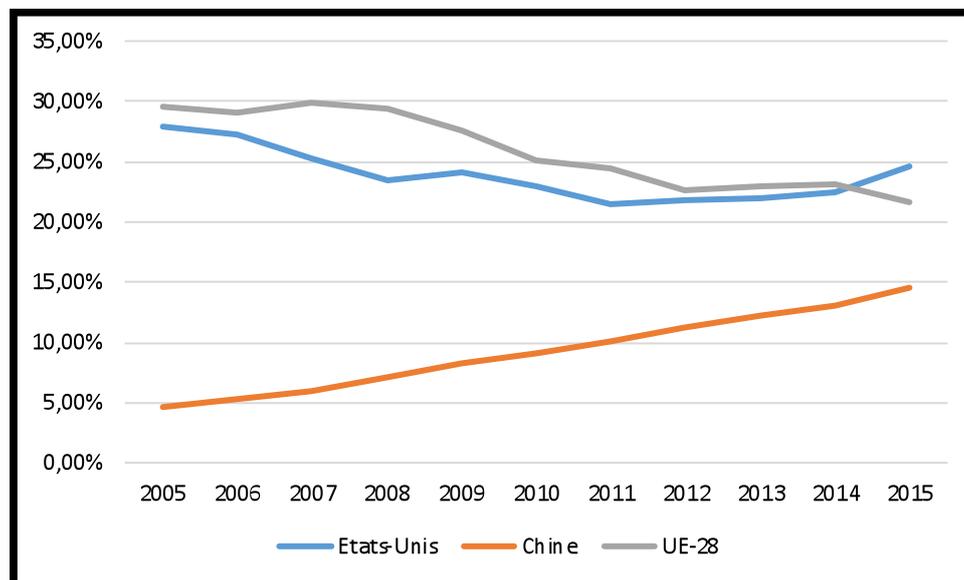
¹⁰ Un mode de régulation est un ensemble de compromis institutionnels qui permettent le développement et la stabilité d'un système, ici la mondialisation.

¹¹ Ahmad N., « Echanges en valeur ajoutée (TIVA) », OECD.



part est aujourd'hui proche de 25 %¹². Toujours selon les données de l'OCDE, la dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis de la Chine est encore plus flagrante dans le secteur du textile-cuir-habillement où cette part monte à 38 % en 2015, dans les métaux de base et la fabrication d'ouvrage en métaux (29,4 %), dans le secteur des machines et équipements (28,2 %) et dans la chimie et les produits minéraux non métalliques (23,7 %).

Origine de la valeur ajoutée dans la demande finale (Source : OCDE, base TIVA)



Du côté de la production, la Chine dispose de la moitié des capacités de production mondiales dans le secteur de la sidérurgie. Par ailleurs, et en ces temps de crise sanitaire, 60 % de la production mondiale de paracétamol, 90 % de la production mondiale de pénicilline et 50 % de celle de l'ibuprofène sont réalisées par la Chine. Ainsi, même si l'Union européenne fabrique la majorité de ses médicaments, est-elle fortement dépendante de la Chine pour l'importation des ingrédients nécessaires à leur fabrication.

La crise sanitaire du Covid-19 a ainsi révélé les limites d'une mondialisation néolibérale qui, de par son organisation en chaînes de valeur globales éclatées, rend les pays mutuellement dépendants. En particulier, l'Europe est désormais fortement dépendante de la Chine et des pays en développement plus largement. Si la crise du Covid-19 a révélé les contradictions de cette hyper-dépendance, c'est bien une crise endogène au système qui éclate aujourd'hui. En effet, ces contradictions de l'hyper-

¹² Voir la vidéo d'Alexandre Mirlicourtois, « Le coronavirus et l'impact de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales », 21 février 2020.



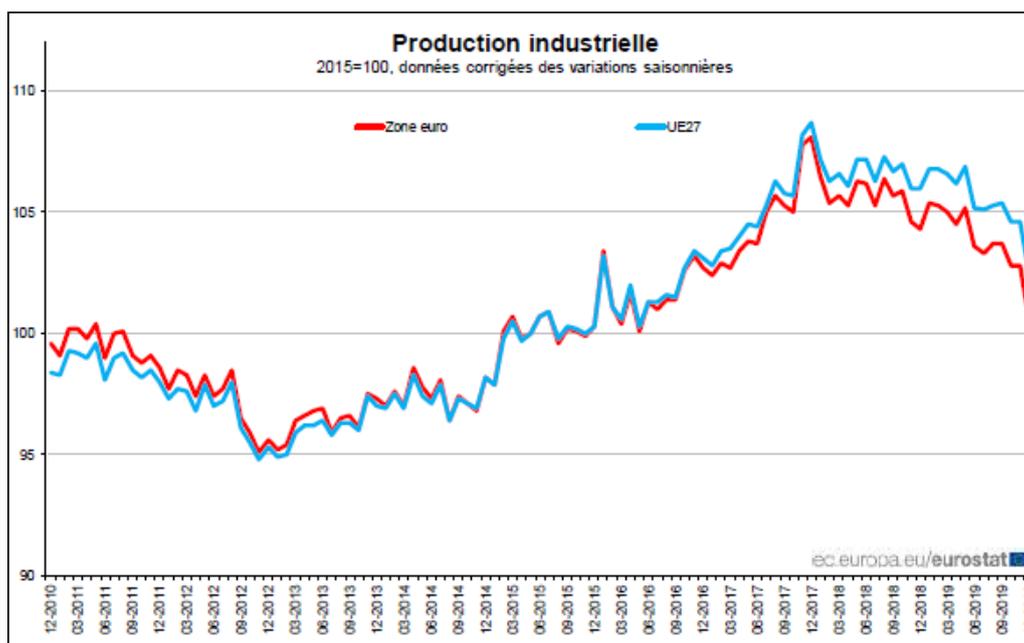
dépendance et d'une organisation de la mondialisation autour de la domination de quelques FMN auraient pu éclater avec (ou se traduire par) une crise financière, économique, géopolitique ou autre. Le Covid-19 n'est donc qu'un accélérateur de tensions endogènes insurmontables.

Crise de la production

La mondialisation néolibérale, et plus généralement le capitalisme, a sans cesse besoin de trouver de nouveaux débouchés pour continuer à prospérer. Or, le mode de régulation de la mondialisation actuelle entraîne deux phénomènes qui se contredisent et qui, *in fine*, traduisent des tensions internes insurmontables. Ces deux phénomènes, à savoir la crise de production et la sous-consommation, sont bien antérieur à la crise du Covid-19 et démontrent encore une fois le rôle « *d'accusateur* » du virus.

Dans un premier temps, nous assistons à une crise de la production au niveau mondial. Comme le montre le graphique suivant, la production industrielle dans la zone euro et l'Union européenne à 27 connaît une tendance à la baisse depuis décembre 2017.

Production industrielle en Zone euro et UE27 (Source : Eurostat¹³)



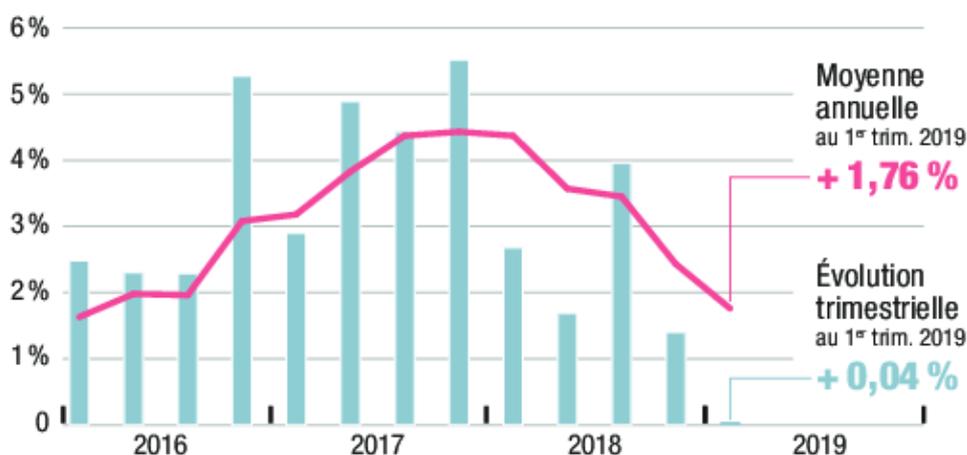
¹³ Communiqué de presse, euroindicateurs, 28/2020, 12 février 2020.



Plus précisément, entre décembre 2018 et décembre 2019, la production industrielle a diminué de 4,1 % dans la zone euro et de 3,9 % dans l'UE27. Sur la même période et pour la zone euro, ce sont les biens d'investissement qui connaissent la baisse la plus importante de leur production (-6,7 %), suivis des biens intermédiaires (-5,5 %), de l'énergie (-2,3 %) et des biens de consommation durables (-1,4 %). Seule la production des biens de consommation non durables augmente de 1,4 % entre décembre 2018 et décembre 2019. L'Allemagne, avec une baisse de 7,2 % de sa production industrielle est particulièrement touchée.

Mais ces difficultés de l'industrie ne se limitent pas à l'Union européenne. Comme le montre le graphique suivant, la production industrielle a ralenti au niveau mondial et ce, depuis 2017. Ainsi, la croissance de la production de biens manufacturés est de moins en moins soutenue.

Evolution de la production industrielle mondiale (Source : L'Usine nouvelle)



Dans le détail des pays, on comptabilise un recul de la production industrielle en Allemagne, au Japon (au dernier trimestre 2019), en France (dernier trimestre 2019) et en Italie et un fort ralentissement en Chine et aux Etats-Unis¹⁴.

Le ralentissement de la production industrielle au niveau mondial et la baisse constatée dans certains pays industrialisés n'a ainsi pas attendu la crise du Covid-19 pour se déclarer. Même si ce ralentissement ne semble que récent (un an à un an et demi), il semble qu'il soit amené à durer compte tenu de la logique de la mondialisation néolibérale. En effet, la course effrénée à la réduction des coûts de

¹⁴ « Non, le coronavirus n'est pas le responsable de la chute des cours boursiers », Eric Toussaint, CADTM, 4 mars 2020.



production a poussé la majorité des pays à faire pression sur les salaires, voire à les baisser. Combinées à des politiques d'austérité limitant les investissements publics, ces baisses de salaire engendrent une baisse de la demande, tant de la part des entreprises (investissements) que de la part des ménages (consommation). L'augmentation de l'endettement public et privé, amplifié par la crise de 2008, n'a pas réussi à pallier le manque de dynamisme de la demande mondiale, ce qui révèle une fois encore, avec les tensions actuelles sur les bourses mondiales, l'instabilité de la finance mondialisée.

Nous y reviendrons plus loin, ce ralentissement est aussi la conséquence de facteurs spécifiques depuis le début de l'année 2018. Notamment, la stratégie mercantiliste de Donald Trump et le retour des droits de douane, le Brexit, l'imposition de normes anti-pollution (notamment dans l'Union européenne) et les chocs de l'industrie automobile expliquent une part de ce ralentissement. Mais ces facteurs spécifiques ne sont que des réactions à la crise de la mondialisation néolibérale.

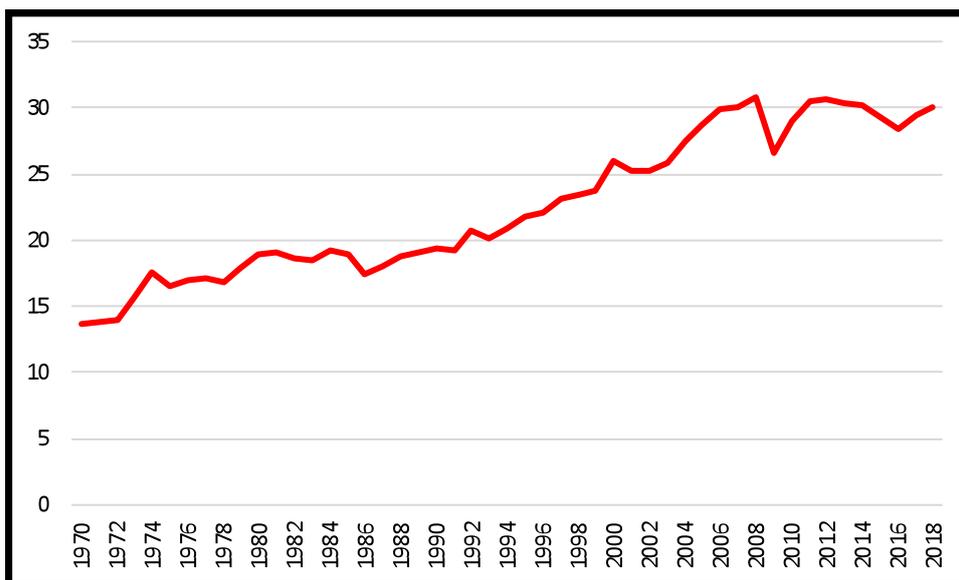
Ainsi, la crise de la mondialisation néolibérale est-elle bien antérieure à la crise sanitaire que nous vivons actuellement. La multiplication des politiques néolibérales dans les pays développés (austérité, baisse des investissements publics...) et le quadruple dumping (écologique, fiscal, social et démocratique) sur lesquels s'est construite la mondialisation depuis les années 1990 ont entraîné la dépression de la demande effective dans la majorité des pays et, par conséquent, le ralentissement de la production industrielle mondiale depuis 2017.

La slowbalisation est déjà là !

La dernière preuve de l'endométabolisme de la mondialisation néolibérale est l'avènement de ce que certains (comme Adjiedj Bakas) appellent d'ores et déjà la *slowbalisation*. Après des années de folle croissance, la mondialisation marquerait le pas et les échanges de biens et services ralentiraient désormais. Même s'il nous paraît risqué de miser sur une démondialisation, il convient tout de même de reconnaître que la mondialisation néolibérale arrive à la fin de son cycle. En effet, l'évolution des exportations mondiales en pourcentage du PIB montre que la mondialisation connaît un ralentissement de sa progression. En 1970, les exportations mondiales représentaient ainsi 13,65 % du PIB, chiffre qui monte à 30,76 % en 2008. La crise des *subprimes* semble être le premier coup d'arrêt à cette progression quasi ininterrompue. En effet, depuis 2008, la part des exportations mondiales fluctue autour des 30 % du PIB sans jamais retrouver le niveau de 2008. Pire, elle a même perdu 4 points de pourcentage entre 2008 et 2009 et 2 points entre 2014 et 2016. Du fait du fort contenu des échanges en biens d'équipement, la part du commerce internationale fluctue avec le taux de croissance.



Exportations mondiales en pourcentage du PIB mondial (Source : Banque Mondiale)



Pour avoir une image plus précise, nous pouvons détailler le graphique précédant pour comparer l'évolution du taux de croissance du commerce international, c'est-à-dire de l'échange de biens et services entre les pays du monde (importations et exportations), avec le taux de croissance du PIB mondial, c'est-à-dire de la création de richesse. Depuis l'avènement du mode de régulation néolibéral de la mondialisation, le taux de croissance du commerce mondial a toujours été supérieur à celui de la production de richesse. Pour le dire simplement, le commerce international a toujours été plus dynamique que la production de biens et services. En d'autres termes, et c'est la définition même de la mondialisation, une part croissante de la production mondiale est destinée à être échangée sur les marchés extérieurs.

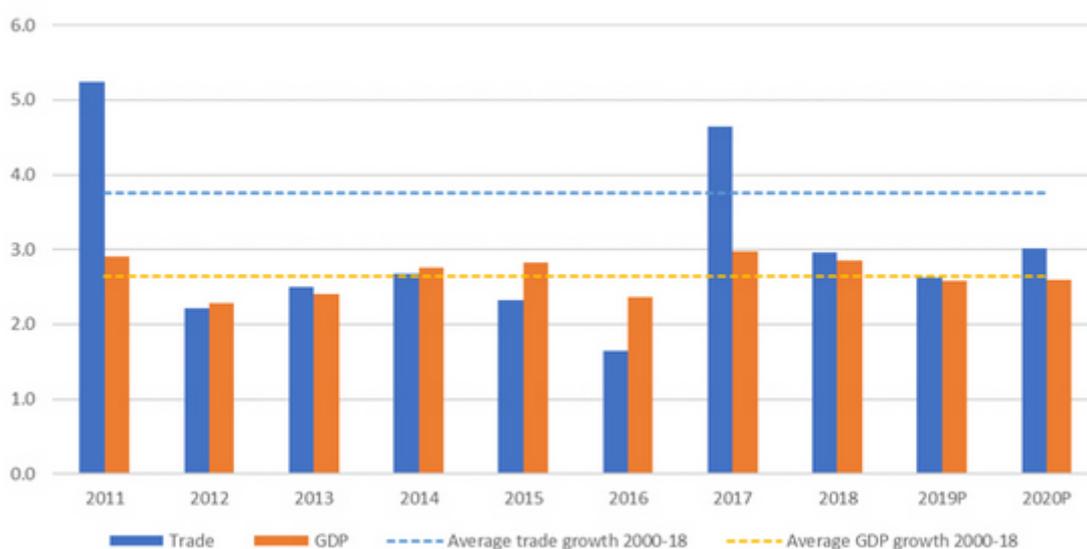
Or, pour la première fois en 2012, la croissance de la production mondiale a été supérieure à la croissance des échanges internationaux. Comme le montre le graphique ci-dessus, cela a été aussi le cas en 2014, 2015 et 2016. Cela signifie que la mondialisation a été ralentie pendant ces trois années, comme le confirme d'ailleurs la baisse du taux d'ouverture mondial¹⁵. Ainsi, les économies se sont de plus en plus tournées vers une production pour le marché intérieur plutôt que pour les marchés extérieurs.

¹⁵ Voir Sébastien Jean, « Ouverture commerciale mondiale, deux bonds et un plateau », CEPII L'économie mondiale dévoile ses courbes, avril 2018.



Comme nous l'avons évoqué précédemment, le ralentissement de la production industrielle ainsi que celui de la croissance du commerce international s'explique en partie par des facteurs spécifiques. En particulier, le changement de régime d'accumulation de la Chine, qui est passée d'une croissance économique tirée par les exportations à une croissance soutenue par le marché intérieur ou la politique mercantiliste mise en place par Donald Trump, en premier lieu vis-à-vis de la Chine, sont autant d'éléments qui sont venus freiner la progression de la mondialisation néolibérale.

Taux de croissance annuel du commerce international et du PIB mondial (Source : OMC¹⁶)



Pour autant, ces facteurs spécifiques peuvent aussi s'analyser comme des conséquences des contradictions du mode de régulation. En effet, face à l'impossibilité pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de réguler de manière multilatérale la mondialisation, face à la baisse de la demande (notamment des automobiles), face à la volonté d'une consommation plus verte dans les pays développés et face à la désindustrialisation causée par la mondialisation néolibérale, on constate une réaction de la part de la Chine et des États-Unis pour ne pas être victime de la « fin » de la mondialisation. La Chine a donc décidé de réorienter les éléments constitutifs de sa croissance économique et de cesser d'être l'usine du monde, les États-Unis de Donald Trump ont décidé de prendre le contre-pied en protégeant leurs frontières et en menaçant de quitter l'OMC. Par conséquent, est ici à l'œuvre une relation de double causalité : l'essoufflement du mode de régulation de

¹⁶ OMC, « Global trade growth loses momentum as trade tensions persist », press/837.



la mondialisation néolibérale incite les pays à adapter leurs stratégies et ces nouvelles stratégies renforcent les contradictions internes de la mondialisation actuelle.

* * *

Pour conclure sur ce panorama de la mondialisation actuelle et de ses limites, il est nécessaire de réaffirmer que, comme nous venons de le montrer, la crise du Covid-19 n'a en aucun cas causé la crise de la mondialisation néolibérale, mais a juste contribué à l'accélérer et à la révéler avec force. En effet, le mode de régulation de la mondialisation actuelle, fondée sur un quadruple dumping, la domination des FMN sur les Etats (c'est d'ailleurs la base du néolibéralisme) et des chaînes de valeur globale de plus en plus complexes et éclatées, a depuis déjà quelques années révélé ses contradictions internes. En effet, si l'on ne prend qu'un aspect, celui des chaînes de valeur globales, il s'avère que celles-ci ont en réalité un coût caché qui se dévoile aujourd'hui. Certes, chaque étape de la chaîne de production est optimisée afin de réduire le plus possible les coûts de production, mais les contradictions se révèlent indépensables dès que la machine se grippe. L'hyper-dépendance vis-à-vis de quelques pays pour la fourniture des intrants nécessaires à la production du bien final n'est plus acceptable en ces temps de crise sanitaire.

Pour autant, la crise de la mondialisation aurait tout aussi bien pu être déclenchée par les contradictions en matières environnementales et sociales de ce mode de production¹⁷. Car là aussi, les chaînes de valeur globales ont un coût caché : celui de la pollution qu'entraîne l'accélération du transport de marchandises autour du monde, celui de l'exploitation des travailleurs et travailleuses à qui on demande de produire dans des conditions dramatiques.

Ainsi, ce que les néolibéraux font passer pour un modèle harmonieux, idéal ou « *gagnant gagnant* » n'est en réalité qu'un mode de régulation particulier, temporaire. L'organisation de la mondialisation néolibérale en chaînes de valeur globales mondialisées est très récente et peut être remise en cause. Par ailleurs, son instabilité laisse penser qu'elle ne sera pas éternelle.

Il est dès lors nécessaire de réaffirmer que d'autres modes de régulation existent, que l'on peut en finir avec les chaînes de valeur globales et la domination des FMN, pour enfin promouvoir une autre mondialisation, respectueuse de l'environnement, des travailleurs et travailleuses et de la souveraineté des États (notamment en matière fiscale...). En d'autres termes, une mondialisation écologique, solidaire et coopérative.

¹⁷ Pour certains, la crise du Covid-19 doit déjà être analysée comme une crise de nature environnementale liée aux relations entre l'Homme et la nature.



Alors prenons les mots de notre ministre de l'Economie et des Finances au pied de la lettre. Réaffirmons la nécessité de développer les circuits courts, locaux, de produire nationalement (ou dans le cas de la France dans un cadre européen) dès que cela est raisonnablement possible et lorsque cela est nécessaire (dans le domaine de la santé et de l'agroalimentaire notamment), d'investir dans les services publics et de les sanctuariser, de promouvoir les protections des citoyens et des citoyennes, des travailleurs et des travailleuses, de mettre fin aux traités de libre-échange qui ne font que renforcer le quadruple dumping délétère, et d'engager pleinement la transition écologique et sociale ainsi qu'une réforme fiscale juste. Cela passe nécessairement par une régulation de la mondialisation par la sphère publique, régulation qui doit être négociée de manière multilatérale afin d'éviter les stratégies égoïstes et non coopératives. On pourrait dès lors envisager une refonte de l'OMC sur la base de la Charte de la Havane signée en 1948 et qui définirait de nouveaux accords d'échange donnant la priorité au respect des normes sociales, environnementales ou démocratiques.

Cela passe aussi par l'utilisation d'outils économiques tels que le protectionnisme négocié, écologique et solidaire.

* * *